

Rapport d'activités

Erratum

Stratégie

- **EDF Noir charbon en Serbie**

EDF, via sa filiale italienne Edison — qu'elle détient à 99 % — cherche à investir dans des projets à charbon en Europe de l'Est. Parmi ceux-ci, le développement de l'unité B de la centrale Kolubara (Serbie) alimentée par du lignite, la forme la plus nocive de charbon. Ce combustible extrêmement polluant et fortement émetteur de gaz à effet de serre représente déjà 69 % de la production d'électricité serbe. L'expansion de cette centrale et du bassin minier attendant constitue ainsi une menace pour la santé et l'environnement des habitants, également sujets à l'expropriation. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui avait annoncé une aide de 400 millions d'euros pour Kolubara B, s'est d'ailleurs retirée du projet en 2013, s'alignant sur la mise au ban du charbon par les bailleurs publics à l'échelle internationale.

- **Une centrale à l'encontre du droit croate**

Edison, outre Kolubara, est aussi candidat à la construction de l'unité C de la centrale Plomin, dans la région côtière de l'Istrie en Croatie. Présentée comme une reconstruction de l'unité Plomin 1 d'une capacité de 120 MW, cette unité constitue en fait une expansion puisque la capacité de Plomin C serait de 500 MW. La Région de l'Istrie a d'ailleurs engagé une procédure contre l'Etat croate pour non-respect du plan d'urbanisme régional qui stipule que toute nouvelle centrale sur le site devrait être alimentée au gaz et que la capacité totale de la centrale ne pourrait excéder 335 MW. Ce projet est fortement contesté par les sociétés civiles locales, menacées par les conséquences sociales, sanitaires et environnementales qu'il comporterait.

- **Hausse des tarifs, méga-subsidations nucléaires : les usagers britanniques, vaches à lait d'EDF**

Au Royaume-Uni, EDF compte parmi les « Big Six » soit les principaux producteurs et distributeurs d'électricité et de gaz, qui ont plus que doublé leurs tarifs en quelques années, avec pour résultat de faire exploser la précarité énergétique. Dans le même temps, les profits réalisés par EDF au Royaume-Uni en 2013 continuaient à grimper, dépassant le milliard d'euros. Cela n'a pas empêché le gouvernement britannique de garantir à EDF des aides publiques massives, de près de 20 milliards d'euros, pour la construction de deux réacteurs EPR. Pour obtenir ces conditions très favorables, EDF n'a pas hésité à brandir la menace de futurs *blackouts*, et à exercer un *lobbying* effréné, y compris en plaçant ses propres employés dans les ministères¹.

Dossier

- **Quel climat pour demain ?**

Le 5^e rapport du Groupe de travail III du GIEC publié le 13 avril 2014 confirme que la combustion des énergies fossiles est la première cause de l'effet de serre, le charbon en tête. Selon le Postdam Institute, il ne faut pas consommer plus d'un tiers des réserves fossiles prouvées pour avoir une chance de limiter l'augmentation de la température du globe au-dessus de 2 °C, seuil au-delà duquel les changements climatiques auront des conséquences incontrôlables pour l'ensemble des habitants de la planète. Les initiatives de charbon « propre » que sont Bettercoal ou le développement de mécanismes de capture et de stockage de carbone ne sont donc pas des solutions aux changements climatiques puisque c'est non seulement la combustion du charbon qu'il faut interrompre immédiatement, mais également son extraction.

En parallèle, l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a établi le 25 mars 2014 que la pollution de l'air serait la cause du décès de 7 millions de personnes dans le monde lors de l'année 2012, soit un décès sur huit. Ainsi, la pollution de l'air est désormais le principal risque environnemental pour la santé mondiale selon l'OMS.

¹ <http://www.theguardian.com/environment/2012/nov/28/nuclear-lobbyists-senior-civil-servants>,
<http://www.theguardian.com/business/2013/oct/06/energy-lobby-heat-on-labour> et
<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/energy-ripoff-big-six-firms-too-close-to-ministers-says-ed-miliband-8862740.html>

- **Grands barrages : EDF, défricheur de l'Amazonie ?**

EDF a décidé de se lancer sur le créneau des méga-barrages caractérisés par une hauteur minimale de 15 m depuis la fondation et d'un réservoir supérieur à 3 millions de m³. Malgré les problèmes environnementaux associés à ces ouvrages et l'opposition des populations locales, au Brésil, EDF s'est récemment portée candidate à la construction de barrages dans la forêt amazonienne. L'entreprise participe au « Groupe d'études Tapajós », un groupe controversé qui étudie la faisabilité de nouveaux projets hydroélectriques sur des territoires indigènes, avec l'appui de l'armée brésilienne². EDF étudie également la construction d'un nouveau grand barrage en Guyane française, alors même qu'elle y opère déjà celui de Petit-Saut, considéré comme un cas d'école des dégâts écologiques occasionnés par les grands projets hydroélectriques en forêt tropicale³.

Engagement

- **Partenariats douteux**

En Serbie, où EDF veut investir dans l'unité Kolubara B, son partenariat avec l'entreprise d'Etat EPS est entaché depuis deux ans, par une affaire de corruption portant sur les fonds d'expropriation destinés aux villageois⁴. Au Mozambique, EDF s'est déclarée intéressée par le projet de grand barrage de Mphanda Nkuwa, sur le fleuve Zambèze. Un projet qui affecte les communautés locales sans leur permettre de bénéficier de l'électricité et dans lequel EDF voudrait investir alors que les actuels Présidents de l'Afrique du Sud et du Mozambique ont été accusés de conflit d'intérêt dans l'élaboration du projet.

- **EDF préfère dialoguer avec la société civile... devant les tribunaux**

Confrontée aux actions répétées de Greenpeace dans les centrales nucléaires françaises, EDF trouve les sentences rendues contre les militants trop indulgentes. Elle ne cache pas son désir de durcir la législation pour cibler les finances de l'association. Au Royaume-Uni, EDF a également poursuivi 21 militants de la justice climatique qui avaient occupé une centrale au gaz. Elle a même tenté de leur réclamer 5 millions de livres sterling de dommages et intérêts⁵, avant de se rétracter devant la levée de boucliers de la société civile. En revanche, EDF a réussi à faire invalider en appel par la justice française le jugement qui la reconnaissait coupable d'espionnage envers Greenpeace : la direction prétend qu'il s'agit d'une initiative d'un ex employé, dont ses responsables n'avaient pas connaissance⁶.

- **Santé et sécurité au travail : les personnels des centrales nucléaires françaises délaissés**

Accidents du travail, exposition élevée aux radiations, risques psychosociaux... Plusieurs rapports officiels sont venus tirer la sonnette d'alarme sur les conditions de travail dans les centrales d'EDF. L'absence d'investissements dans le parc nucléaire français ces dernières années, due à la politique d'acquisitions à l'étranger, est pointée du doigt⁷. Ce sont les employés d'EDF et, plus encore, les nombreux sous-traitants présents dans les centrales qui font les frais de cette négligence⁸. Alors que trois procédures judiciaires étaient en cours en rapport avec les conditions de travail sur le chantier de l'EPR de Flamanville, le ministère du Travail a dû ordonner à EDF de suspendre le chantier suite à d'importants dysfonctionnements mettant en danger les ouvriers⁹.

Les Amis de la Terre appellent au retrait de l'entreprise EDF de ces projets d'énergie sale, dommageables à l'environnement, au climat, aux droits des communautés, à la santé et aux conditions économiques et sociales des populations. Les efforts doivent être mis sur la réduction de la consommation, la recherche de l'efficacité énergétique et le développement d'énergies renouvelables.

Document réalisé avec le concours de l'Observatoire des multinationales : multinationales.org

Pour en savoir plus : amisdelaterre.org

² <http://multinationales.org/Bresil-Guyane-EDF-se-lance-dans>

³ http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/04/18/en-guyane-le-barrage-de-petit-saut-agit-comme-un-reacteur-chimique_1509317_3244.html

⁴ <http://bankwatch.org/news-media/blog/new-arrests-link-corruption-land-expropriation-serbian-kolubara-mine>

⁵ <http://www.theguardian.com/world/2013/feb/24/edf-legal-action-activists>

⁶ <http://prdchroniques.blog.lemonde.fr/2013/02/12/greenpeace-contre-edf-circulez-il-ny-a-presque-plus-rien-a-voir/>

⁷ <http://multinationales.org/Sante-et-securite-au-travail-306>

⁸ http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2014/04/09/nucleaire-voyage-au-pays-de-la-dose_4398075_3208.html

⁹ <http://www.mediapart.fr/journal/international/161213/epr-edf-se-voit-ordonner-darreter-le-chantier>